

MARSEILLE : Plus belle la vie (criminelle)

Depuis Philippe Muray au moins, tout le monde sait ça : les films et feuilletons ("séries") de Hollywood ont comme but unique de faire accepter aux moutons hypnotisés de la société-de-l'information, leur vie-de-merde comme distinguée et désirable.

Ainsi le feuilleton phocéén "Plus belle la vie" est-il à dessein l'exact inverse de la vie réelle des Marseillais : les bandits y sont Provençaux et leurs victimes, issues d'Afrique, les homosexuels et transsexuels (ne ratons nulle lubie américaine !) y représentent la sainteté contemporaine, etc. Ajoutons-y un maire fatigué, sortant parfois d'une rêverie pour gémir "Marseille n'est pas Chicago" : voici le tableau clinique de l'aveuglement marseillais.

Or si tous ces santons de la crèche marseillaise avaient consulté un criminologue, ils auraient la clé d'une affaire si simple et limpide, qu'un enfant de quatre ans la comprend (mais ni les scénaristes de "Plus belle la vie", ni la mairie de Marseille) : partout et toujours, *les malfaiteurs ne s'arrêtent que quand on les arrête.*

Mais à Marseille on ne les arrête pas et même, on nie leur existence - quand on ne les rétribue pas sous couvert de "Politique de la ville" ; résultat : une tuerie sans fin - un carton par semaine, les ninja des narco-milices tirant calmement sur tout ce qui bouge, dans ce que les médias-des-milliardaires, et leur agent d'influence M. Borloo, appellent sans rire "quartiers populaires".

Question : pourquoi n'arrête-t-on pas les bandits marseillais, les vrais - sauf parfois quelque comparse ou porte-flingue ? Parce qu'on ne les connaît pas, qu'on ne sait ni ce qu'ils font à l'instant ni ce qu'ils préparent. Quand l'un d'eux est flingué, on voit un pauvre procureur, sueur au front, patauger dans les catégories inventées par la police locale ou par lui-même ("narco-banditisme") - ce sur quoi, ce rappel : catégoriser les bandits, chers MM. le préfet, juges et commissaires, est le boulot des criminologues, pas celui de la chaîne pénale.

Le boulot du préfet, des juges et commissaires, est de prévenir l'acte criminel s'ils le peuvent, d'interpeller les bandits s'ils ont raté le coche, de les juger et condamner enfin. Ce, sans qu'ils s'entretuent en prison, ou s'évadent - ou, cas fréquent - que ces bandits ne dirigent leurs trafics depuis des cellules transformées en état-major de leur gang.

Or rien de cela n'est vraiment fait à Marseille, faute de renseignement criminel. Si les flics locaux disposaient du moindre indicateur, à défaut d'arrêter les ninjas des narco-milices sur le fait, cagoulés et kalach' en main, ils les cueilleraient au moins le lendemain.

Or là, rien : police et juges abreuvent les médias d'explications vaseuses type "la nature a horreur du vide... ce serait une piste localo-locale... Pour l'instant, un jeune dealer du quartier est soupçonné... ce ne serait pas un règlement de compte, plutôt de l'intimidation". Le pompon ! Un policier susurre "A priori, il les événements sembleraient liés au trafic de stupéfiants" - cher commissaire, même le résident le plus sénile de l'Ephad du coin a réalisé que les flingages à la Busserine ne sont pas le fait de maris jaloux... Ici, l'enseignant parle : proférez de telles platitudes floues à un oral d'examen, vous récoltez 3/20.

Renseignement criminel donc. Simple ! On applique aux bandes les méthodes dont on use, mieux désormais, pour les djihadistes et terroristes. Que ne le fait-on ? Eh bien, parce que c'est Marseille, où l'influence criminelle, locale ou allogène, touche au sommet de la vie politique du cru.

Que trouverait-on si l'on enquêtait *vraiment* ? Quelles turpitudes et histoires sordides ? La nuit tombée, dans les arrière-salles de bistrots des fort glauques quartiers du Panier ou de la Belle-de-Mai, l'auteur témoigne qu'il s'en raconte de gratinées - détails à l'appui.

Et puis à Marseille, s'agiter est périlleux. Edmond "Monmon" Goubert, tenez, gros transitaire du port autonome de Marseille... Certes jadis, des liens troubles avec la Camorra, mais "figure respectée" locale, malgré des rivalités... Le 11 janvier 2002, "Monmon" Goubert disparaît corps et bien, jamais retrouvé, nulle trace - rien depuis. Enquête, pistes suivies... figures du grand banditisme... cabinet du maire... Bien vite, tout s'enlise, coule à pic, silence (de mort) sur l'affaire.

Tel est le trou noir marseillais - car imaginerait-on telle histoire à Strasbourg ou Rennes ?

Il faudra un Hercule pour nettoyer l'écurie d'Augias phocéenne. Sans lui, les flingages continueront. ■